



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-128733>

Département(s) de publication : 75

Annonce n° 24-128733

Travaux

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom complet de l'acheteur :** VILLE de PARIS - Direction de la Voirie et des Déplacements (DVD)

**Type de Numéro national d'indentification :** SIRET

**N° National d'identification :** 21750001600019

**Ville :** Paris

**Code postal :** 75013

**Groupement de commandes :** Non

**Département(s) de publication :** 75

### Section 2 - Communication

**Lien vers le profil d'acheteur :** <https://marches.maximilien.fr>

**Identifiant interne de la consultation :** 2401760

**Intégralité des documents sur le profil d'acheteur :** Oui

**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :** Non

**Nom du contact :** DFA-SDA-BMEP

### Section 3 - Procédure

**Type de procédure :** Procédure adaptée ouverte

**Conditions de participation :**

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve :** Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

**Technique d'achat :** Sans objet

**Date et heure limite de réception des plis :** 17/12/2024 à 12:00

**Présentation des offres par catalogue électronique :** Interdite

**Réduction du nombre de candidats :** Non

**Possibilité d'attribution sans négociation :** Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

## Section 4 - Identification du marché

**Intitulé du marché :** Travaux d'entretien et d'extension des retenues latérales de sécurité

**Code CPV principal - Descripteur principal :** 45340000

**Type de marché :** Travaux

**Description succincte du marché :** Travaux d'entretien et d'extension des retenues latérales de sécurité

**Lieu principal d'exécution du marché :** Paris

**Durée du marché (en mois) :** 24

**La consultation comporte des tranches :** Non

**La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché :** Non

**Marché alloti :** Non

## Section 6 - Informations Complémentaires

**Visite obligatoire :** Non

**Autres informations complémentaires :** La consultation donnera lieu à un accord-cadre mono-attributaire qui sera traité à prix unitaires à bons de commande avec un seuil minimum de 150 000 euros HT et un seuil maximum de 1500 000 euros HT sur la durée de 24 mois hors reconduction. Le marché est reconductible une fois. Les modalités de reconductions sont définies à l'article 3.1 du CCAP. La durée du marché court à compter de la plus tardive des deux dates suivantes : - Sa date de notification au titulaire - Le 2/04/2025 Le marché comporte des dispositions à caractère environnemental décrites à l'article 1.6.2 du CCAP. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de proposer au titulaire la conclusion d'un marché, sur le fondement des dispositions relatives à la procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R-2122-7 du Code de la commande publique pour la réalisation de prestations similaires. Avant la conclusion des contrats, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé précontractuel dans les conditions des articles L. 551-1 et s. du code de justice administrative. À compter de leur signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L.551-13 et s. du code de justice administrative. Le tribunal administratif peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité des contrats dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées dans des conditions définies par le Conseil d'état dans sa décision département de Tarn-Et-Garonne du 04.04.2014 (N° 358994). Les renseignements sur l'introduction de recours peuvent être obtenus auprès du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 4 Tél : 0144594400, courriel : greffe.tapis@juradm.fr

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 13/11/2024